



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction Générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEOI

19 Mai 2022

🍷 Lancement de la 9^{ème} Edition du Sommet Africités centré sur les villes intermédiaires

Pour la première fois, une ville intermédiaire, Kisumu, au Kenya, a accueilli la 9^{ème} édition du Sommet Africités, qui se tient du 17 au 21 mai 2022. Africités est un événement panafricain phare des Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique, qui se tient tous les trois ans dans l'une des cinq régions du continent. L'évènement mobilise toutes les communautés et les autorités locales ainsi que les institutions financières, les organisations de la société civile et les partenaires au développement à l'échelle continentale et internationale. Le choix de Kisumu s'aligne sur le thème du sommet de cette année : "Le rôle des villes intermédiaires d'Afrique dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030 des Nations unies et de l'Agenda 2063 de l'Union africaine". Dans son discours, l'Ambassadrice de la France au Kenya a souligné l'importance de développer des villes qui sont non seulement basées sur l'économie circulaire mais aussi équilibrées avec un accès égal aux soins de santé, à l'éducation, aux transports et à la culture pour tous les habitants, quelle que soit leur localisation. La Banque africaine de développement et Cities Alliance ont présenté, mercredi 19 mai, leur nouvelle publication conjointe, une étude autour des dynamiques des villes secondaires sur le continent. Selon le rapport ces villes sont souvent négligées par les plans de développement urbain, ce qui se traduit par une multiplication des habitats informels et un service public défaillant, en termes d'accès à l'eau, d'assainissement mais également de santé et d'éducation.

🍷 *Burundi*

Pas de brèves cette semaine.

🍷 *Comores*

Lancement du Conseil National des Paiements

Le Conseil National des Paiements a été instauré dans le cadre du Projet d'Appui au Développement du Secteur Financier, sur financement de la Banque mondiale. Il a une mission d'assistance et de conseil aux pouvoirs publics dans l'organisation des moyens de paiement, du système de paiement et du système de titrisation – dont l'élaboration est actuellement en cours aux Comores. Ce conseil réunit des représentants de la Banque centrale, des ministères des Finances et de l'Économie, de l'association des établissements financiers locaux, de la Chambre de Commerce et du régulateur des télécoms. Il crée ainsi un espace de dialogue et de réflexion entre les principales parties prenantes de l'activité économique et financière locale.

Djibouti

Signature d'un protocole d'accord pour le développement d'une installation de stockage de pétrole à Damerjog

L'*Ethiopian Investment Holdings (EIH)* et la *Great Horn Investment Holding* ont signé un protocole d'accord début mai pour co-investir dans une installation de stockage de pétrole dans le parc industriel de Damerjog à Djibouti. Avec en moyenne 3,8 MdsT d'hydrocarbures importés par l'Éthiopie sur les deux dernières années (2019/20 et 2020/21), cette initiative s'inscrit dans un contexte de hausse de la demande domestique et d'inflation des prix du pétrole (+ 17 % sur l'essence et + 23 % sur le diesel début mai). Alors que Djibouti ne possède pas de ressources propres en hydrocarbures, le pays reste un acteur central pour le transport de produits pétroliers, en particulier vers l'Éthiopie. En 2020, les hydrocarbures représentaient jusqu'à 29,5 % du total du volume du trafic portuaire à Djibouti.

Erythrée

Pas de brèves cette semaine.

Éthiopie

Inauguration de la malterie Soufflet

L'entreprise Soufflet, du groupe français Invivo, a inauguré sa malterie le 13 mai. Établie sur 10 hectares dans le parc industriel de Bole Lemi, il s'agit de la 1^{ère} malterie Soufflet en Afrique. Mise en service en 2021, l'usine a la capacité de

produire 60 000 tonnes de malt permettant de doubler la capacité de production de malt de l'Éthiopie. Après un investissement initial de 60 MUS\$D, Soufflet aurait investi plus de 2 MUS\$D au cours des cinq dernières années pour améliorer la productivité des agriculteurs (déploiement de 50 experts agricoles). Cela a permis à la malterie de s'approvisionner en orge pour 75 % localement (100 % prévu d'ici 2024). Alors que l'Éthiopie importait 70 % de ses besoins en malt en 2017, l'investissement de Soufflet ferait économiser 50 MUS\$D par an au pays. L'Éthiopie est le plus grand producteur d'orge et le 4^{ème} producteur de bière en Afrique.

L'inflation à un niveau toujours élevé en mars 2022 (+ 34,7 %)

D'après l'Agence des statistiques éthiopiennes, en mars 2022, l'indice général des prix a affiché une hausse de 1,2 point par rapport à février 2022, à 34,7 % en g.a. L'inflation se poursuit à un niveau élevé, en raison principalement de la forte hausse des prix des produits alimentaires (+ 43,4 % par rapport à mars 2022), qui découle des augmentations du prix de l'huile alimentaire (+ 90,8 %), des céréales (+ 41,3 %) et de la viande (+ 32,8 %). L'augmentation des prix des produits non-alimentaires s'établit de son côté à 23,5 %. Les difficultés d'approvisionnement, la pénurie structurelle de devises, l'insuffisante production locale industrielle et agricole ainsi que le financement des déficits par de la création monétaire constituent les principales sources d'inflation.

Signature d'un accord pour l'exportation d'électricité vers le Soudan du Sud

L'*Ethiopian Electric Power (EEP)* a signé un protocole d'accord pour l'exportation d'électricité vers le Soudan du Sud. Prévu sur trois ans, l'accord vise à réaliser une étude de faisabilité et à construire une ligne de transmission en direction du Soudan du Sud. Dans un premier temps, cela permettrait

d'exporter 100 MW d'électricité avec pour objectif d'atteindre 400 MW à terme. Actuellement, l'Éthiopie a finalisé la construction des lignes de transmission vers Djibouti (une deuxième est en cours de construction), le Kenya et le Soudan grâce à des financements de la Banque africaine de développement et la Banque mondiale. Malgré une baisse des prix internationaux (-4,7%), les exportations d'électricité de l'Éthiopie ont enregistré une hausse (+ 36,2 %) au cours de l'exercice 2020/21, atteignant 90,5 MUSD en raison de la hausse du volume des exportations (+ 43%). Alors que la demande d'achat d'électricité de l'Éthiopie croît, le gouvernement a récemment plafonné les exportations d'électricité à 10 % de l'électricité totale produite.

Fin de deux projets d'énergie solaire photovoltaïque en PPP

Le conseil d'administration chargé de superviser les accords de partenariat public-privé (PPP) en Ethiopie, a mis fin à deux projets solaires (Gad et Derecho) de 125 MW pour un montant total de 300 MUSD, qui devaient être développés par la société saoudienne ACWA Power. Malgré des délais accordés par le conseil d'administration en raison du Covid, les rejets consécutifs des demandes de prêts par l'entreprise n'ont pas permis de sécuriser les financements et d'amorcer les projets. Le tarif d'achat de l'électricité promis par la société de 0,02 USD/kWh ne s'est jamais concrétisé, laissant penser que l'offre était trop basse pour réellement assurer la viabilité du projet. Un nouvel appel d'offres devrait être lancé prochainement pour attribuer les projets Gad et Decheto à un nouveau développeur. Trois autres projets d'énergie en PPP ont également été suspendus suite à la guerre dans le nord de l'Éthiopie.

Kenya

L'État cherche à contrôler les frais d'interconnexion de Safaricom

Le règlement 2022 touchant le secteur de la télécommunications - *Kenya Information and Communication (Interconnection) Regulations 2022* - permet à la *Communications Authority of Kenya* d'empêcher les opérateurs de télécommunications dominants de réaliser des bénéfices sur les tarifs de terminaison d'appel (ou d'interconnexion) avec un autre opérateur. En vertu de la loi *Kenya Information Communications Act, 1998*, une entreprise de télécommunications devient dominante si elle contrôle plus de 25 % des revenus du secteur ou si elle dispose d'un pouvoir de marché important qui la place en position avantageuse par rapport à ses concurrents. *Safaricom* a déjà dépassé ce seuil. Il facturera donc un tarif permettant de couvrir uniquement les coûts d'interconnexion des appels de ses concurrents. Cette décision intervient alors qu'*Airtel* et *Telkom Kenya* (les concurrents de *Safaricom*) n'ont cessé de réclamer une baisse de ces frais, affirmant que les taux actuels continuent de nuire à leurs revenus et à leur capacité à concurrencer *Safaricom*.

Les négociants retirent leur thé de la vente aux enchères de Mombasa en raison de la baisse de la demande.

Les données de *Tea Brokers East Africa Limited* montrent que 29,7 % du thé mis en vente lors de la dernière vente de la semaine dernière ont été retirés de la salle des marchés, le prix du produit étant tombé à 2,24 USD, contre 2,39 USD lors de la vente précédente. Cette dernière baisse marque le prix le plus bas atteint depuis le début de l'année. Le prix du produit n'a cessé de baisser au cours des trois dernières ventes, pour se situer en dessous du prix minimum de 2,43 USD soutenu par le gouvernement et mis en place l'année dernière en juin. Le prix minimum,

cependant, ne s'applique qu'au thé provenant de la *Kenya Tea Development Agency*.

Les entreprises exercent des pressions sur la Banque centrale (CBK) au sujet de la crise du dollar

La semaine dernière, les devises étrangères ont chuté pour la troisième semaine consécutive pour s'établir à 8,37 Mds USD, soit l'équivalent de 4,98 mois de couverture des importations, jeudi dernier. Il s'agit du niveau le plus bas depuis le 14 avril où elles atteignaient 4,92 mois de couverture des importations (8,28 Mds USD) selon les données de la CBK. La réserve statutaire est à 4 mois de couverture des importations. Cette baisse des réserves est le résultat d'une augmentation de la demande due à une hausse du coût des importations de matières premières et d'équipements, dans un contexte de perturbations persistantes de la chaîne d'approvisionnement mondiale, ainsi que de versement de dividendes aux investisseurs étrangers par les entreprises locales. D'après une analyse de *Business Daily*, les entreprises manufacturières auraient fait pression sur la Banque centrale du Kenya pour qu'elle vende les dollars excédentaires sur le marché afin d'atténuer le risque de pénurie, ce qui a incité les importateurs à passer des commandes anticipées.

Les prix du carburant atteignent un niveau record malgré les subventions

Les prix à la pompe ont atteint des sommets historiques, avec une hausse de 5,50 KES pour un litre de supercarburant et de diesel, entraînant une nouvelle augmentation du coût des biens et services de base. L'Autorité de régulation de l'énergie et du pétrole (*Epra*) a fixé les nouveaux prix de détail à 150,12 KES pour un litre de supercarburant et à 131 KES pour le diesel à Nairobi. Ces prix, qui seront en vigueur jusqu'au 14 juin.

Deux entreprises chinoises signent un contrat de 20 Mds KES pour la construction du barrage de Soin-Koru

Un contrat de 20 Mds KES vient d'être attribué à deux entreprises chinoises, *China Jiangxi International Kenya Limited* et *China Jiangxi International Economic and Technical Cooperation Company*, pour la construction du barrage de Soin-Koru. Avec une capacité de stockage de 93,7 millions de m³, le barrage fournira : i) 72 millions de litres d'eau par jour pour usage domestique ; ii) l'irrigation de 2 570 hectares ; et iii) la production de 2,5 MW d'hydroélectricité pour les comtés de Kisumu et Kericho. Par ce contrat, l'Autorité nationale de collecte et de stockage de l'eau (NWHSA) lance finalement le projet, sujet à un retard prolongé sur fond d'intérêt politique, de difficultés pour l'acquisition des terrains et de négociations depuis plusieurs décennies avec des entreprises russes, américaines ou chinoises. En réduisant les sédiments en aval, le barrage permettra de réguler le débit de la rivière de Nyando et prévenir ainsi les inondations auxquelles est sujette la région depuis des décennies. Ce projet, qui s'inscrit dans le cadre du *programme Vision 2030*, a toutefois nécessité le déplacement de populations, dont les dédommagements s'élèvent à 2 Mds KES.

Madagascar

La Banque africaine de développement approuve son nouveau cadre d'intervention pour 2022-2026

Le groupe de la Banque africaine de développement (BAfD) a approuvé le 11 mai son nouveau cadre d'intervention à Madagascar pour la période 2022-2026. Son programme indicatif de prêts s'élève à 325 MEUR pour une première phase de 2022 à 2024, répartis entre deux domaines prioritaires : (i) le développement des

infrastructures d'énergie et de transports pour soutenir la croissance inclusive pour 214 MEUR ; (ii) le soutien à la transformation de l'agriculture et au développement de l'industrie manufacturière pour 111 MEUR. Son portefeuille au 1^{er} février 2022 à Madagascar s'élève à 679 MEUR répartis en 15 projets, dont 87 % se concentrent sur les secteurs de l'énergie, des transports et de l'agriculture.

🌐 Maurice

Actualisation du plan d'action 2030 sur les énergies renouvelables

Dans le cadre de son engagement à produire une électricité à 60 % d'origine renouvelable d'ici 2030, Maurice a présenté son plan d'action pour les prochaines années. Celui-ci prévoit notamment une élimination du charbon du mix énergétique qui y participe encore à hauteur de près de 40 % en 2020. Pour atteindre ces objectifs, les autorités prévoient d'élargir une filière biomasse aujourd'hui exclusivement tournée vers la bagasse et d'accélérer le développement de centrales solaires et éoliennes associées à des systèmes de stockage par batterie. Afin de tenir un calendrier contraint, le ministre de l'Énergie a également annoncé la création d'un *Fast Track Desk* pour faciliter l'obtention des permis et licences pour ces installations.

🌐 Ouganda

Le premier satellite ougandais attend son lancement dans l'espace

L'Ouganda s'apprête à lancer son premier satellite, nommé *PearlAfricaSat-1* et qui a été conçu pour fournir des données de recherche et d'observation dans six grands domaines : les prévisions météorologiques ; la cartographie des

terres, de l'eau et des minéraux ; la surveillance de l'agriculture ; la planification de l'infrastructure ; la sécurité aux frontières ; et la prévention des catastrophes naturelles. Ce satellite a été développé par trois étudiants ougandais tout juste diplômés qui - en avril 2020 - sont partis suivre une formation en conception, fabrication et essais de satellites dans le cadre d'un programme multinational lancé en 2015 par l'Institut de technologie de Kyushu au Japon.

L'Ouganda confronté à des tensions inflationnistes

Selon *Uganda Bureau of Statistics (UBOS)*, l'inflation, mesurée par l'indice des prix à la consommation, s'élève en avril 2022 à 4,9 % en glissement annuel (contre 3,7 % en mars). Cette évolution s'explique d'abord par la hausse des produits alimentaires de base (tels que le sucre, farine de maïs, Riz, huile raffinée, tomates, fruits de la passion, pastèque, manioc entier, banane à cuire, carottes), avec une hausse moyenne de 6,9 %. Parmi les autres hausses importantes, on peut citer le logement et des consommations domestiques (eau, électricité, gaz et autres combustibles ; 4,5 %), les Services de restauration et d'hébergement (5 %) ou encore les produits d'aménagement et équipement ménagers (+16,5 %). La hausse des prix des transports reste quant à elle modérée avec 2,3 %. Le FMI prévoit un taux d'inflation de 6,1 % pour 2022, après 2,2 % et 2,8 % respectivement en 2021 et 2020. Cette accélération de l'inflation reflète les facteurs exogènes défavorables affectant l'offre, notamment la guerre en l'Ukraine, la persistance des perturbations de la chaîne d'approvisionnement mondiale et la sécheresse en Amérique latine, qui ont fait exploser les prix mondiaux de l'énergie et des denrées alimentaires. La hausse des prix s'explique aussi par des facteurs intérieurs, tels que les restrictions liées à la COVID-19 et leurs effets, qui ont incité certains acteurs à augmenter leurs tarifs. Selon le ministère des Finances, de la Planification et du Développement économique, le gouvernement n'envisage pas d'accorder des

subventions (ou de réduction des taxes sur certains produits) pour atténuer la hausse des prix des produits de base. Une telle mesure entraînerait une baisse des recettes budgétaires au moment où le pays cherche à collecter davantage de recettes pour financer les différentes priorités budgétaires et ne pas aggraver la dette publique qui s'élève à plus de 74 000 Mds UGX (environ 20 Mds USD). S'adressant à des hauts fonctionnaires et des représentants des travailleurs, lors de la célébration de la fête du travail le 1^{er} mai, le président Museveni avait conseillé aux Ougandais de manger du manioc comme alternative au pain, dont le prix a augmenté.

🍷 Rwanda

L'UE approuve une subvention de 260 MEUR pour le Rwanda

Le ministre des Finances et de la Planification économique a présenté lors d'une session virtuelle le budget révisé de l'Etat pour l'année 2022. Premier enseignement : une hausse de +16,6% de la dépense publique passant de 3,2 Mds EUR à 3,7 Mds EUR. Parmi les postes de dépenses concernés, le budget récurrent va progresser de +15,3% pour atteindre 2,3 Mds EUR, les fonds alloués aux projets publics vont eux augmenter de +19% (1,4 Mds EUR). Les fonds supplémentaires serviront à financer les institutions publiques et à mettre en œuvre des projets publics, notamment dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'agriculture et de l'accès à l'électricité. Pour financer cette hausse de la dépense publique, le gouvernement table sur une augmentation des recettes domestiques passant de 1,6 Mds EUR à 1,8 Mds (+7%), attribuée aux impôts supplémentaires et aux autres revenus attendus suite à la reprise post-covid des activités économiques. Enfin le gouvernement annonce une hausse des dons et prêts accordés par ses partenaires internationaux.

🍷 Seychelles

Pas de brève cette semaine

🍷 Somalie

L'ancien chef de l'État, Hassan Cheikh Mohamoud, élu président

Les parlementaires somaliens ont élu le 15 mai dernier Hassan Cheick Mohamoud à la présidence du pays, après que les élections ont connu plus d'un an de retard. Il succède à Mohamed Abdullahi Mohamed, dit Farmajo. Ces élections interviennent alors que les autorités somaliennes ont adressé au Fonds Monétaire International (FMI) une demande de prolongation du délai prévu pour l'organisation puis le passage au *board* de la seconde revue de son *Extended Credit Facility* (ECF). Pour rappel, la conduite de la seconde revue formelle ne peut se réaliser qu'en présence d'une Assemblée en capacité de légiférer, d'un Président élu et d'un Premier Ministre. L'élection du nouveau Président devrait ainsi faciliter l'organisation de cette revue et l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative Pays Pauvres Très Endettés (PPTe) par la Somalie, permettant l'allègement de sa dette et la reprise des financements par les bailleurs internationaux dans le pays.

🍷 Soudan

Reprise des activités du Canadien ORCA GOLD

La société canadienne aurifère a annoncé la reprise de ses activités d'exploration d'or dans le nord du Soudan. Le Directeur de la *Sudanese Mineral Resources Company*, autorité de régulation du secteur minier, qui a visité le site

d'extraction, le 18 mai en compagnie de l'Ambassadeur du Canada, a annoncé que les réserves d'or confirmées du site s'élevaient à 80 tonnes d'or. L'investissement attendu est supérieur à 400 MUSD.

Baisse de l'inflation au mois d'avril

Le « *Central Bureau of Statistics* » a annoncé la baisse de l'inflation pour le mois d'avril à 221 % en glissement annuel, comparé à 264 % au mois de mars, alors même que la baisse du pouvoir d'achat se fait fortement sentir pour la très grande majorité de la population. Assez paradoxalement, le taux de change du SDG vis-à-vis du dollar continue à se maintenir depuis plus d'un mois et demi autour de 570 SDG/USD sans écart important entre le taux bancaire et le taux sur le marché parallèle. De son côté, il semble que la Banque centrale continue à fournir aux importateurs les devises demandées.

📍 Soudan du Sud

Le gouvernement élabore une stratégie pour stimuler les exportations et les investissements nationaux

Le ministère du Commerce et de l'Investissement a l'ambition de développer une stratégie nationale d'exportation et d'investissement pour stimuler l'économie. Cette annonce a été faite lors d'une réunion en présence d'une délégation du projet d'infrastructure Lamu Port, *South Sudan and Ethiopia* (LAPSSET) et de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique. La directrice générale du développement du secteur privé a déclaré avoir identifié six produits pouvant être exportés, à savoir, les fruits, les légumes, les oléagineux, le bétail et les produits de la pêche. Cette stratégie

participerait à la nécessaire diversification de l'économie, et notamment le développement de filières agricoles, afin d'atténuer la dépendance au pétrole et réduire les importations.

Le gouvernement souhaite augmenter le salaire des fonctionnaires


Le gouvernement Sud-Soudanais envisage d'augmenter les salaires des fonctionnaires dont les revenus sont les plus faibles. Actuellement, un fonctionnaire de grade 17 reçoit environ 18 USD par mois, ce qui ne leur permettrait pas de subvenir à leurs besoins. En conséquent, le ministre du Travail Joseph Bangasi Bakosoro a proposé au ministère des Finances une échelle de salaires réajustée comprise entre 153 USD et 230 USD pour les employés de grade 17. Cette hausse des salaires, si elle est actée, vise à améliorer les conditions de vie des agents publics et pourrait permettre de réduire le risque de corruption. Elle entraînerait, en revanche, une hausse des dépenses publiques.

📍 Tanzanie

CMR installe 1 MWc d'énergie solaire dans les hôtels de Mango à Zanzibar

Trois hôtels du groupe *Mango Tree* à Zanzibar, viennent d'être équipés de systèmes solaires photovoltaïques par le groupe français CMR. D'une capacité combinée de 1 MWc, l'électricité produite en autoconsommation vise à réduire l'impact environnemental des établissements du groupe hôtelier alors que la fourniture d'électricité via le réseau est relativement chère et peu fiable à Zanzibar. Dans le cadre du projet, le contrat du groupe français s'est assuré que les installations construites soient en conformité avec le code du réseau local et en accord avec de meilleures pratiques internationales existantes. Il s'agit de la plus importante installation solaire

réalisée sur l'archipel, sur le segment solaire commercial et industriel qui connaît une forte croissance dans la région, en Tanzanie mais aussi au Kenya. Par ailleurs, concernant l'amélioration et le verdissement du réseau à Zanzibar, la Banque mondiale vient d'approuver 142 MUSD pour la modernisation du réseau électrique de Zanzibar, notamment une centrale solaire de 18 MWc avec stockage, qui s'inscrit dans le cadre du Projet de transformation d'accès au secteur énergétique de Zanzibar (Zesta).



CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN

jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET

frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Anne-Brigitte MASSON anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Suzanne KOUKOUÏ PRADA

suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO

annie.biro@dgtresor.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS

Rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international